

POLENTA!

a peur



numéro
spécial
alerte attentat

Samedi 14 novembre, une matinée presque normale pour l'équipe de *Polenta!*. Vers 11h, Bertrand, Frédérique et Mathieu se retrouvent au marché pour faire leurs emplettes, boire un café, papoter. Cette semaine, il n'y a pas de vente à la criée du journal prévue, de quoi souffler. Enfin presque. Car bien vite, ils en viennent à évoquer les événements de la veille, les attaques quasi-simultanées qui ont eu lieu en plusieurs lieux de Paris, et dont on ne sait pas encore qu'elles ont fait 130 morts.

Tous les trois ont appris le matin-même ce qui s'était passé. Pour Bertrand, c'était par hasard, en allumant la radio. Abasourdi, il n'arrivait pas à croire ce qu'il entendait, ce n'était pas possible, non, pas ici, pas en France. Entre deux gorgées de café, il a espéré que la bande FM déraillait. Il a espéré. Mais non, rien n'y faisait. À la télé, même son de cloche : toutes les chaînes racontaient la même chose, en boucle. *« Tu vois, j'ai beau être aguerri aux médias, avoir un peu de recul, savoir comment les images peuvent être manipulatrices et tout ça, ça m'a quand même bien secoué. On ne savait rien, mais la répétition continue des images, le ton grave des journalistes, l'ambiance anxiogène m'ont pris les tripes. J'étais déboussolé, je ne savais pas quoi penser, je ne savais pas quoi faire »*. Mathieu, c'est sa colocataire qui lui a annoncé au p'tit déj'. Elle est entrée dans la cuisine soudain, affolée, elle lui a raconté, elle connaît des gens à Paris, elle a peur. *« Je crois, dit Mathieu, que ma réaction a été de soupirer, un peu fataliste, un peu évident, quelque chose qui voudrait dire : voilà, maintenant, on y est »*. Frédérique acquiesce : *« Au petit matin, j'avais un mail incompréhensible d'un pote sur l'état d'urgence, la répression, le terrorisme, je me suis dit qu'il avait encore surfé sur le web à des heures trop tardives... Jusqu'au coup de*

fil d'une amie, qui me dit qu'une pote à elle a pris une balle ».

Frédérique, comme des milliers de personnes, connaissait indirectement quelqu'un qui était au Bataclan, au Stade de France, ou dans une rue proche. La perception de la situation change alors complètement : cela se passe en France, à Paris, sur une terrasse de café, dans une salle de spectacle. Ce n'est pas comme un attentat à Beirut ou à Ankara, où on n'a jamais mis les pieds, où on ne connaît personne.

« Cette proximité, le fait de pouvoir se voir dans la situation, de se dire qu'on aurait pu y être, ça rend les choses vraiment différentes. Tout de suite, ça devient beaucoup moins facile de prendre du recul, mais il faut quand même le faire, pour ne pas sombrer ».

Sur ces mots passe un ange, un ange aux ailes lourdes, qui continue de planer au-dessus d'eux alors que la discussion reprend à propos de la balade à vélo de l'après-midi, la rando en montagne du lendemain, les tomates vertes qui attendent leur confiture, le temps qui passe, le temps... Il fait terriblement beau d'ailleurs. L'hiver tarde à rentrer de vacances, mais on sent bien que les beaux jours se font de plus en plus courts.

Médias d'urgence

Le dimanche après-midi, Frédérique a rendez-vous chez des copains pour fêter un anniversaire. Bien qu'il soit difficile pour les personnes présentes de ne pas évoquer les attaques du vendredi soir, l'ambiance reste malgré tout bon enfant et les sujets d'inquiétude laissent volontiers place aux discussions dignes d'un goûter festif. Mais voilà qu'un coup de téléphone extirpe Frédérique de ce havre de paix. C'est

Théodore, un copain, l'une des nombreuses petites mains de *Polenta!*. À l'intonation de sa voix, Frédérique devine que son ami est un peu flippé. Il insiste pour lui lire un extrait de l'article 11 de la loi relative à l'état d'urgence promulgué la veille par François Hollande : « *Les autorités administratives sont habilitées à prendre toutes mesures pour assurer le contrôle de la presse et des publications de toute nature* ». Voilà, d'après Théodore, de quoi inquiéter gravement la rédaction de *Polenta!* et sa douce tendance à la critique. Après un début si prometteur, l'État pourrait donc leur sucrer leur journal. Comme ça, du jour au lendemain ? Frédérique tempore :

- Soyons précis. Le décret de François Hollande instaurant l'état d'urgence exclut heureusement cette disposition prévoyant le contrôle de la presse et de la radio par les préfets.

- Pour l'instant, pour l'instant, rétorque Théodore.

- Et *Polenta!* n'a pas vraiment le profil d'un journal terroriste, non ? On ne caresse pas les autorités dans le sens du poil mais de là à penser...

- Le terrorisme, ce n'est pas bien clair comme notion, un jour tu es blanc et le jour suivant, hop tu es noir, juste parce qu'ils ont décidé que tu l'étais. Et vu comme c'est parti... On est en guerre à ce qu'il paraît !

La discussion n'ira pas plus loin cette fois, Frédérique doit raccrocher : des cris d'enfants insoucients se rapprochent, une tarte aux myrtilles fait irruption, des bougies à souffler, un « joyeux anniversaire » à entonner tous ensemble. Pourtant, Frédérique ne parvient pas à sortir de sa tête les mots de Théodore et

le spectre de la guerre qui se poursuit dans un silence assourdissant. Tout peut en effet aller très vite. Dans les jours suivants, le Syndicat national des journalistes dénoncera d'ailleurs « *le zèle de certains représentants des autorités ces derniers jours [laissant] déjà entrevoir la multiplication de dérapages et d'initiatives malencontreuses, conduisant à restreindre la liberté d'informer, au prétexte de l'état d'urgence* ». Vingt-et-un députés iront même jusqu'à déposer un amendement visant à rétablir la disposition de la loi relative à l'état d'urgence de 1955 ouvrant la possibilité de contrôler les médias au nom de la « protection de nos concitoyens », heureusement rejeté.

Les inquiétudes de Théodore n'étaient finalement pas si éloignées de la réalité ! Alors que la tarte aux myrtilles est dévorée devant ses yeux, Frédérique réalise plus clairement ce qui est en train de se jouer : « *C'est vrai, se répète-t-elle, c'est vrai qu'on est en guerre* ». François Hollande l'a déclaré tel quel, Nicolas Sarkozy aussi. Les médias le disent et l'appuient, les titres de la presse écrite, sans parler des discours des radios et des télévisions, sont sans équivoque : *La guerre en plein Paris* pour le Figaro, *L'horreur* pour l'Équipe, *Nice-Matin* et *Le Dauphiné Libéré*... Pas un pour rattraper l'autre, comment ne pas se sentir en guerre dans une telle symphonie médiatique ?

« *D'un autre côté, pense Frédérique, ce sera plus facile de répondre maintenant quand on nous demande si Polenta! est un journal engagé. Oui, Polenta! est un journal engagé... mais pas plus que les autres journaux !* ».

Et les exemples à l'appui ne manqueront pas. Le Parisien, par exemple, en titrant *Cette fois c'est la guerre* assume une posture clairement

engagée. Faire le choix d'utiliser l'arsenal sémantique de la guerre dans ses articles, cela fait aussi partie d'un engagement résolu. C'est s'engager dans la guerre, c'est contribuer à engager les lecteurs dans l'effort de guerre. Un autre engagement serait d'interroger ses propres responsabilités en tant que journalistes, en questionnant ce qui se déroule sous leurs yeux et ce qu'on leur raconte. Comme le rappelle si justement Ricardo Gutiérrez, secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes, *« la société ne veut pas de journalistes dominés par la peur ou par la haine. Elle attend surtout de nous que nous fassions preuve de courage et de clairvoyance »*. Faire preuve de courage et de clairvoyance, ce serait par exemple expliquer que le discours que François Hollande a tenu le samedi après-midi est la répétition angoissante et presque mot à mot de celui que G. W. Bush a tenu devant le Congrès américain peu après les attentats du 11 septembre 2001 : *« Des ennemis de la liberté ont commis un acte de guerre contre notre pays »*. Ce sont les paroles qui avaient conduit les États-Unis à l'invasion de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003.

Notre sécurité

Toute la soirée du dimanche, Frédérique verra tourner ces pensées dans sa tête. Impossible de rester seule avec tout ça. Le lendemain, elle propose à Théodore de venir jardiner avec elle. Les premières gelées approchant, il faut qu'elle recouvre de feuilles son potager pour le protéger. Ce sera une bonne occasion de poursuivre la trop courte discussion de la veille avec Théodore. Entre deux coups de râteau, Frédérique lui fait part de son inquiétude :

- François Hollande est tombé dans le piège

des terroristes. Avec l'état d'urgence et en intensifiant les frappes en Syrie, il a accepté leur invitation au djihad avec enthousiasme, quitte à faire courir à la France le risque d'accélérer encore la spirale de la violence.

- Exactement. Et le problème de ces guerres, c'est qu'on ne sait jamais trop bien quand elles s'arrêtent, on ne sait pas vraiment s'il peut y avoir un vainqueur et un vaincu.

- Cela me rappelle les propos de Dominique de Villepin entendus hier à la radio.

- De Villepin ? Il n'est pas de droite lui ?

- Oui, c'est même l'ancien premier ministre UMP de Jacques Chirac. Mais cela reste l'une des rares voix politiques qui refusent la surenchère guerrière. J'ai même pris des notes, au cas où on veuille écrire quelque chose pour *Polenta* ! : *« La vérité, c'est qu'ils veulent nous diviser et pousser le pays à la guerre civile. Eux, ils veulent nous détruire. Je souhaite qu'on tire les leçons de l'expérience. Les choses ne font que s'aggraver, on n'a gagné aucune de ces guerres. Ce n'est pas à nous d'engager le combat avec nos armées là-bas. Cette approche de 'guerre' contre le terrorisme n'est pas la bonne »*. Pas mal, non ? Je crois d'ailleurs que c'est lui qui avait fait le discours contre la guerre en Irak à l'ONU au nom de la France. Et il y a un an, il avait aussi fait une intervention sur un plateau télé à propos de Daech, un peu dans le même genre. Hey, tu m'écoutes ?

Mais non, Théodore a décroché. Il est concentré sur autre chose : sous un amas de feuilles mortes, il a découvert un hérisson. À l'abri du vent et du soleil, il est là, sous ses yeux, replié sur lui-même, effrayé par les autres, par ceux qui semblent différents de lui. Frédérique l'observe, silencieuse, alors que le

soleil disparaît derrière la chaîne de l'Épine.

La pénombre les gagnant, Frédérique et Théodore, toujours silencieux, troquent bêche et râteau contre une bonne tisane de thym. Ils pensent à la même chose : il faut que *Polenta!* écrive quelque chose, il faut apporter un éclairage différent dans ce brouillard médiatique. Ou pour le moins, il faut pointer du doigt les analyses qui permettent de ne pas être submergés. Car, bien qu'ils soient noyés dans les flots de l'urgence et du sensationnel, d'autres discours existent. Et parler des choses invisibles, c'est un peu le leitmotiv de *Polenta!*. Aussi, sans hésiter, ils décident de convoquer une réunion d'urgence de *Polenta!* dès le lendemain : soirée plan de bataille...

Le mardi en fin d'après-midi, les membres de *Polenta!* arrivent donc au compte-gouttes chez Bertrand. C'est chez lui que se tient cette réunion exceptionnelle, avec à l'ordre du jour une unique mais pressante question : On fait quoi alors ? De part et d'autre, les idées fusent, chacun y va de son commentaire, de son expérience, de son ressenti, de son dégoût.

- On est d'accord, il faut écrire quelque chose. C'est ce que fait *Polenta!*, écrire des choses.

- *Polenta!*, c'est un journal local. Donc il faut qu'on commence par là. Il en disent quoi les notables locaux ?

- Pas grand-chose, tous apportent leur soutien aux proches des victimes et approuvent l'état d'urgence. Bref, l'union nationale de vigueur.

- Le parti des Républicains (LR) s'enchantent qu'on considère enfin leurs mesures sécuritaires phares comme « les bonnes ».

- Bon, Laurent Wauquiez, député LR de la Haute-Loire et tête de liste aux élections

régionales chez nous, est encore un peu déçu, il voudrait qu'on enferme toutes les personnes fichées pour terrorisme dans des centres de rétention spéciaux anti-terrorisme.

- Il parle de 4 000 personnes, mais je ne sais pas d'où il sort ce chiffre. Sur un site du gouvernement, j'ai lu que « 2 000 personnes seraient, de près ou de loin, impliquées dans des phénomènes de radicalisation religieuse violente ou dans des filières de recrutements djihadistes ».

- Si Wauquiez se réfère aux personnes fichées S, il ne vise en tout cas pas seulement la « mouvance islamiste », ni même les « terroristes ». Le S correspond à « Sûreté de l'État », et les personnes fichées S sont celles qui seraient, d'après les services de police, une menace pour la sûreté de l'État. Cela vise donc aussi pas mal de militants d'horizons divers. D'ailleurs, je suis sûr qu'on a des copains qui sont fichés S.

- Hum, il faudra peut-être ne pas l'écrire, ça.

- Au contraire, ça montre bien que derrière les mots « terrorisme » ou « radicalisme », on met vraiment de tout. Pendant la seconde guerre mondiale, Vichy considérait bien les résistants comme des terroristes...

- Moi, ça me fait bien flipper l'état d'urgence. En un vote claquement de doigts, l'État a le droit de faire des perquisitions à n'importe quel moment. Hier, je me suis couché et je me suis dit ça : maintenant, je n'ai plus de chez moi, la police peut débarquer et fouiller mes affaires si ça lui chante, sans commission rogatoire d'un juge.

- Les policiers vont désormais aussi avoir le droit de porter leurs armes hors service pendant toute la durée de l'état d'urgence, pour mieux « nous protéger » des terroristes

paraît-il... moi, ça me fait plus peur que me rassurer !

- Sauf si on a toute confiance en la police... Mais bon, rappelle-toi, en 2010, un flic de la brigade anti-criminalité avait mis dans le coma un gars qui avait le malheur d'avoir bu un coup de trop et l'avait insulté. À coups de tonfa puis de pied dans la tête. Le gars est resté hémiplégique et le policier n'a été condamné qu'en 2015, après avoir été couvert aussi bien par sa hiérarchie que par les deux syndicats de police, à trois ans de prison ferme et une interdiction d'exercer.

Démocratie et Liberté

Pour conclure en beauté ces constats un peu effrayants, Bertrand tente une sortie savante : *« Ceux qui sont prêts à sacrifier une liberté fondamentale pour une petite sécurité temporaire ne méritent ni l'une ni l'autre et finissent par perdre les deux »*. Une citation de Benjamin Franklin datée de 1775, reprise plus tard par Thomas Jefferson, le troisième président des États-Unis, qui reste plus que d'actualité. Le jour-même, on a d'ailleurs appris la volonté du gouvernement de prolonger et amplifier l'état d'urgence durant trois mois, c'est-à-dire d'instaurer trois mois « d'exception » à l'État de droit. La bande de *Polenta!* est sidérée par cette annonce : cela se passe en France, là où ils vivent, pas à des milliers de kilomètres, pas dans une dictature soviétique des années soixante-dix. Et cette situation « exceptionnelle », le gouvernement veut la normaliser par une modification de la Constitution de 1958.

- C'est quand même dingue, on dirait que la mise en place de l'état d'urgence ne choque personne. Et changer la Constitution, ce n'est

pas banal quand même.

- Et d'ailleurs, quelqu'un peut m'expliquer exactement ce qu'ils prévoient de faire ?

- Aujourd'hui, la Constitution ne prévoit que deux régimes d'exception, dérogeant au droit commun : l'état de siège (l'article 36) quand le pouvoir exécutif est assuré par les militaires, ainsi qu'une « sorte de dictature temporaire de salut public » (l'article 16) où le président de la République dispose de pouvoirs extraordinaires. Et là, le gouvernement veut en ajouter un troisième, un « état de crise », plus démocratiquement acceptable, afin de permettre ensuite l'adoption de mesures aujourd'hui contraires aux droits fondamentaux édictés par la Constitution.

- Ce qui est le plus fou dans cette histoire, c'est que cette constitution que François Hollande veut modifier pour restreindre nos droits fondamentaux, c'est le Général de Gaulle qui l'a imaginé, l'ancien militaire, le conservateur, l'ardent défenseur d'une République et d'un État autoritaires, plus enclin à assurer l'ordre et la sécurité qu'à garantir nos libertés individuelles.

Ces dérives autoritaires ont certes un peu fait grincer des dents tout là-haut, même en ces temps d'union sacrée, même au sein du Parti socialiste. D'après le député Pouria Amirshahi, *« étendre ce délai est un recul, notre démocratie s'abîmerait à déléguer une part d'elle-même aux pouvoirs de police, pouvoirs exorbitants de droit commun. Nous rognons sur nos libertés sans que ça n'empêche les attentats de se produire »*. Ils sont six députés, comme lui, à avoir refusé de voter la prolongation de l'état d'urgence à l'Assemblée nationale, à avoir refusé cette surenchère sécuritaire restrictive des libertés individuelles. Seulement six.

Pourtant, certains doutent, et de tout bord venus, de l'efficacité réelle de ces mesures d'urgence, qui constitueraient alors surtout une opération de communication visant à rassurer l'électeur potentiel. Anne Sinclair par exemple, l'ex-présentatrice du JT de TF1 affirme que *« la course à l'échalote des sécuritaires bat son plein, l'important n'étant pas de proposer des mesures réalistes, applicables, utiles, mais de parler pour parler, pour paraître en phase avec les peurs des Français »*. Même les experts autoproclamés de la sécurité, fervents promoteurs des mesures liberticides en tout genre, ne manquent pas de souligner le caractère illusoire des opérations en cours. C'est le cas d'Alain Bauer, ancien conseiller de Nicolas Sarkozy et Manuel Valls sur les questions de sécurité et de terrorisme, qui déclare : *« Nous sommes ici dans la communication. C'est une réponse spectaculaire à un événement spectaculaire. Il y a certes des moyens plus importants en termes judiciaires et en termes d'organisation des forces. Mais ce n'est pas un élément majeur en termes de lutte antiterroriste. Cela rentre dans la politique de communication de l'État au même titre que Vigipirate. Vigipirate n'est pas là pour empêcher les attentats mais pour rassurer une population traumatisée par l'ampleur des pertes »*. Mais Bertrand n'est pas d'accord :

- Plus de militaires dans nos rues, des policiers en civil armés, des fouilles à chaque événement public, des médias criant à la guerre, est-ce vraiment là une communication rassurante ? Cela contribue plutôt à traumatiser encore plus les gens et instaure un réel climat de psychose...

- ...qui rend acceptables voire nécessaires de nouvelles mesures restreignant les libertés. La boucle est bouclée, conclut Frédérique.

S'armer face à la guerre

Difficile pour les journalistes en herbe de *Polenta!* de savoir par quel bout prendre le problème. Surtout s'il s'agit d'expliquer comment on est arrivé là. À l'évocation de cette question, chacun propose sa propre analyse, et on se met à parler de tout, de la Syrie, de colonialisme, de différences culturelles, d'exploitation des pays du sud... La situation est tellement complexe, les facteurs tellement nombreux ! Et tout cela leur semble tellement éloigné de ce que vivent les gens. La colocataire de Bertrand, qui est arrivée au milieu de la discussion, profite pourtant de ce moment de doute pour intervenir :

- C'est bien intéressant ce que vous racontez, j'aurais bien aimé en savoir plus ce midi au boulot, à la minute de silence. Mon boss a demandé si quelqu'un voulait dire quelque chose, et je n'ai osé rien dire alors que, franchement, j'étais super mal à l'aise, je me sentais un peu prise en otage : pas facile d'assumer de ne pas y aller, mais pas facile non plus de faire bonne figure quand le boss conclut que *« de toute façon, tout le monde pense la même chose »*. Je ne savais pas quoi dire. Il faut une sacrée confiance pour oser demander pourquoi aujourd'hui on fait une minute de silence, alors que des gens qui meurent de la misère, de la guerre ou dans des attentats, il y en a tous les jours.

- Effectivement, 150 personnes, c'est en moyenne le nombre de morts par jour en Syrie depuis le début du conflit, confirme Mathieu.

- Moi, j'ai vécu un peu la même chose, raconte Bertrand. J'écoutais la radio au moment de la minute de silence. Je trafiquais un truc dans la cuisine, et puis là, d'un coup, plus rien, plus de musique, rien qu'un petit grésillement

pendant une minute. Et bien, sur le coup, c'est con mais je me suis arrêté de faire ce que j'étais en train de faire. Il m'a fallu une bonne vingtaine de secondes pour réaliser que non, j'avais le droit de continuer.

- C'est bien pour ça que *Polenta!* se doit d'écrire quelque chose, continue Mathieu, pour donner des billes qui permettent de comprendre ce qu'on ressent. On est complètement désarmé face à ce qu'il se passe et aux discours qui sont tenus.

- Il faut se défendre intellectuellement face à la guerre brandie par les gouvernements. Il faut dire les choses ! Pour ne pas céder à leur peur, crier haut et fort que nous sommes des indigènes qui refusons d'être pris-e-s en otage par leur injonction « avec nous, ou avec les terroristes », s'indigne Théodore.

- C'est une façon de le dire un peu trop épique à mon goût, mais oui, c'est ça qu'il faut faire, acquiesce Frédérique.

- Il faut appeler les lecteurs à résister ensemble à l'irrésistible. Encore et toujours, avec nos joies, avec nos peines, il faut tenir bon, ensemble. Contre la guerre tout simplement, contre leurs foutues guerres au Mali, en Syrie, en Irak, en Afghanistan, contre cette foutue idéologie guerrière qui est à la base de la civilisation occidentale, ajoute Bertrand.

- Un appel à la résistance en quelque sorte, continue Théodore. *Polenta!*, traître à la nation...

- Traître à la guerre, oui, parce que la guerre nous fait peur, répond Frédérique. La guerre, la répression, les mesures liberticides, les idées fascistes, le mensonge généralisé, tout ça fait peur. D'ailleurs, je propose qu'on

appelle ce numéro spécial *Polenta!* a peur.

Cette conclusion remporte la ferveur de toute l'équipe. Oui, ils ont peur, mais ils voudraient ne pas avoir peur de dire pourquoi, il voudraient refuser l'attitude virile de la vengeance, l'attitude barbare de la guerre. Et raconter tout cela, c'est déjà peut-être le début d'un espoir...

Aujourd'hui, l'hiver est là, le froid s'est finalement abattu sur Chambéry, sur l'Europe entière. Les premiers flocons voltigent dans l'air du temps. Un tetras lyre s'envole, isolé, loin de tout. « Cette guerre n'est pas la nôtre, pense t-on à *Polenta!*, et elle ne le sera jamais. C'est leur guerre ». Comme disait Paul Valéry, « la guerre est un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas ».

Barberaz, le 29 novembre.

Polenta! CONDAMNE LES ATTAQUES MEURTRIÈRES DU 13 NOVEMBRE AINSI QUE L'IDÉOLOGIE FASCISTE QUI EN EST À L'ORIGINE.

NOS PENSÉES VONT AUX PROCHES DES VICTIMES DE CES ATTAQUES, QUI ASSUMENT SANS RAISON LA FOLIE DE QUELQUES-UNS.

Pas loin d'ici

Fin novembre, quatorze perquisitions administratives ont été effectuées en Savoie, dont six sur Chambéry. Le butin : un pochon de cannabis et un téléphone portable.

La marche pour le climat du 28 novembre était interdite. Une chaîne humaine de 650 personnes s'est quand même déployée, tolérée par la police, sous les caméras de la Sous-direction de l'information générale. Les participants ne se sont pas exprimés sur l'état d'urgence ou l'interdiction de manifester.

Les sources de la guerre

Nous savons toutes et tous, à *Polenta!* comme ailleurs, que les tenants et les aboutissants des attaques du 13 novembre sont complexes, emmêlés, flous, dissimulés, tout comme nous savons que ce qui est arrivé là marque un moment essentiel. Dans une telle situation, il est impossible de donner une vision claire qui ne soit pas caricaturale et qui n'ait pas l'odeur de la propagande. Pour éviter ces écueils, nous avons tenté par ce texte « léger » de révéler certains des enjeux et des inquiétudes légitimes. Mais ce n'est pas suffisant, nous le savons. En particulier, ce texte ne s'aventure pas à expliquer les causes historiques, culturelles, économiques, politiques et sociales qui permettent de comprendre ce qui se joue actuellement. Pourtant, c'est là, sans aucun doute, que se trouvent les nerfs de « la guerre ».

Dans sa déclaration du 14 novembre, Nicolas Sarkozy affirme que ce sont « *les terroristes [qui] ont engagé la guerre à la France* ». Le reste du monde politique et médiatique se range de façon quasi-unanime derrière cette position. Mais personne n'est dupe. Si de guerre il faut parler, alors elle n'a certainement pas commencé le 13 novembre.

Derrière ces meurtres, il y a en effet de longues histoires.

L'histoire récente de la Syrie bien sûr, de cette guerre qui dure maintenant depuis quatre ans et qui entre en résonance avec une autre histoire, avec ces mouvements de révolte qui depuis cinq ans secouent le monde arabe.

L'histoire de la présence européenne ou, disons, occidentale, aux quatre coins du

monde tout au long des siècles derniers.

Proches de nous, les dernières guerres d'Afghanistan et d'Irak, la guerre du Golfe, le conflit israélo-palestinien. Plus loin, il y a la guerre froide, il y a les empires coloniaux, en particulier les présences françaises et britanniques au Moyen-Orient, suite à la chute de l'Empire Ottoman au début du XX^{ème} siècle. Histoire qu'on pourrait faire remonter bien plus loin si on le désirait, tout en tournant autour des mêmes espaces géographiques.

Histoires d'intérêts et de pouvoirs bien sûr. Histoires de ressources énergétiques, de matières premières, histoires d'or et d'argent, de faims et de soifs. Histoires de grands noms et histoires des petits.

L'histoire de cultures et de peuples qui se croisent et s'influencent, qui partagent et se séparent. Celles, par exemple, des mondes chrétiens, musulmans et juifs et de leurs rencontres.

L'histoire de ceux et celles qui depuis le monde entier rejoignent l'Europe pour diverses raisons, soient qu'ils fuient une guerre, soient qu'ils cherchent de meilleures conditions d'existence, soient qu'on les y ait fait venir. L'histoire des personnes « issues de l'immigration », des banlieues de périphérie.

Ce sont toutes de longues histoires qui, dans leurs chemins tortueux, ne manquent pas de se croiser. Chaque histoire que l'on attrape est un prisme. Pour toucher, pour effleurer ces histoires, ce sont les autres que nous avons choisi de faire parler à notre place.

Tout est lié dans le monde de la barbarie productiviste. Daech n'est pas le fruit du hasard mais d'une bataille menée sur une longue durée pour le contrôle de l'économie carbonée. La colonisation et l'impérialisme ont donné un caractère mondial à la révolution industrielle, dans le but de se partager les matières premières et, notamment, le pétrole puis le gaz. Ce fut l'objet des accords Sykes-Picot et du partage des frontières entre les mandataires français et anglais, en mars 1916. Avec la décolonisation, ces accords débouchèrent sur la formation d'États nations, comme la Syrie et l'Irak, avec des partis directement issus des idéologies totalitaires européennes, notamment du national-socialisme. Le Baas surgit dans ces deux États pour dominer sans partage des populations morcelées ethniquement. Pour protéger les pays sunnites de la révolution chiite iranienne, Saddam Hussein a été encouragé à la guerre contre l'Iran par les occidentaux et particulièrement les États-Unis. Il l'a perdu. Ruiné, il a voulu se refaire financièrement en occupant le Koweït. Les Américains l'ont lâché et ont libéré un des coffres-forts pétroliers de la région. Après dix ans d'un embargo qui a causé 100 000 morts, l'État baassiste a été démantelé par une coalition occidentale fondée sur le mensonge des armes de destruction massive. Résultat : les militaires et les hommes de ses services de renseignement, désœuvrés mais experts en terrorisme, ont fusionné leur savoir-faire avec le fanatisme des militants d'Al Qaïda dans les prisons américaines d'Irak ; ils ont créé l'État Islamique, qui profite de la révolution arabe pour exporter sa machine de guerre en Syrie et mettre fin aux frontières Sykes-Picot.

Noël Mamère, député-maire de Bègles.
<http://www.reporterre.net/Les-ecologistes-ne-peuvent-se-satisfaire-de-l-Union-sacree>

En premier lieu, la tutelle impérialiste (coloniale puis néocoloniale) des puissances occidentales sur le Moyen-Orient et la déstabilisation depuis des décennies de tout régime non inféodé aux intérêts pétroliers occidentaux, qui, ajoutée aux exactions israéliennes dans les territoires occupés, génèrent un ressentiment permanent dans le monde arabe. Deuxièmement, le changement climatique en cours dégrade déjà la situation sociale, migratoire et géopolitique d'une bande territoriale qui va de Nouakchott à Islamabad : en témoignent le drame du Darfour, les conflits au Mali, Boko Haram ou l'exode de centaines de milliers de paysans ruinés par les sécheresses de 2006-2011 vers les bidonvilles

C'est la misère, c'est des gens qui sont exclus, au niveau de l'argent, au niveau des capacités, au niveau des transports en commun, au niveau du travail, au niveau de plein plein de choses. La famille est défaillante, le politique est défaillant, l'école est défaillante et on ne fait rien pour eux, et donc ça se transforme en des monstres que nous, on a créé, c'est parce que nous, on a créé ces gens-là, ils se retournent contre nous, c'est notre système, c'était des Français hier qui ont tué.

Vikash Dhorasoo, ancien footballeur, dans l'émission *On n'est pas couché* du 14 novembre.

syriens qui fut le déclencheur de la guerre civile dont Daech a tiré profit. Troisièmement, un passé colonial et raciste non entièrement dépassé et une situation sociale injuste (des millions de précaires et de chômeurs, une absence de perspectives pour la jeunesse, surtout basanée) rendent la France plus vulnérable à des actes de djihad terroriste que d'autres pays européens de forte immigration tels l'Allemagne ou l'Angleterre.

Christophe Bonneuil, historien des sciences.
<http://www.reporterre.net/En-finir-avec-l-empire-reinventer-la-Republique-refaire-societe-les-vraies>

Les meurtriers suicidaires sont là, ils font un travail de terrain, minutieux et opiniâtre dans les quartiers de périphérie, sur internet. Ils promettent une résolution du monde et des pays lointains originels. Les champs de représentation, la séparation, ils travaillent dessus. Le rejet, la peur, l'inquiétude, ils travaillent dessus, et ils déchargent sur d'autres leurs angoisses de mort. Et nous ne faisons rien pour les arrêter et nous n'inventons pas les contre-valeurs chacun depuis notre lieu. La séparation qui est déjà là, ils veulent la creuser, creuser le fossé de cet être-ensemble, séparer être-ensemble par le sang, par le meurtre. [...] Aujourd'hui, je pense avec inquiétude à tous ceux issus de l'immigration qui ne cessent d'être stigmatisés, inévitablement excédés par la façon dont ils sont perçus. Les extrémistes m'inquiètent mais tout autant la fascination terrible qu'ils peuvent exercer et le regard qu'on va poser sur ceux qui sont déjà séparés. Cette séparation, je la sens, dans mon corps, par mon histoire, quand on est rejeté, quand on ne donne pas un nom réel à l'histoire vécue dans les corps et inscrite sur les peaux, l'histoire de la colonisation est encore à faire et à enseigner. [...] Il faut redonner la faim à ces adolescents des quartiers, la faim et l'envie de vivre, d'aimer, d'avoir soif de cet amour.

Lazare, auteur et metteur en scène de théâtre, cité par Charles Berling dans l'émission *On n'est pas couché* du 14 novembre.

TOUT VA TRÈS BIEN POUR LES RICHES
DANS CE PAYS, NOUS N'AVONS
JAMAIS ÉTÉ AUSSI PROSPÈRES. C'EST UNE
GUERRE DE CLASSES, ET C'EST MA CLASSE
QUI EST EN TRAIN DE GAGNER, MAIS ELLE
NE DEVRAIT PAS.

**WARREN BUFFET, MILLIARDAIRE AMÉRICAIN, DANS UN ENTRETIEN EN 2005,
[HTTP://EDITION.CNN.COM/2005/US/05/10/
BUFFETT/INDEX.HTML](http://edition.cnn.com/2005/US/05/10/BUFFETT/INDEX.HTML).**

« conquête » de vastes territoires en Irak, son implantation en Syrie et l'effacement d'une grande partie de la frontière entre ces deux pays. Cette frontière datait de l'époque coloniale : « *Le sort de la région [avait été] rapidement scellé lors de la conférence de San Remo le 25 avril 1920 en l'absence de tout représentant arabe [...]* » : les vainqueurs de la Première Guerre mondiale se partageaient les dépouilles de l'Empire ottoman. La France reçut ainsi le « mandat » sur la Syrie et le Liban, tandis que la Grande-Bretagne, elle, recevait le mandat sur l'Irak, la Palestine et la Transjordanie. Les puissances coloniales s'ingénierent ensuite, afin d'asseoir leur domination, à jouer les ethnies et les obédiences religieuses les unes contre les autres, selon l'antique et toujours efficace formule impériale, *Divide et impera*. En Irak, cette stratégie aboutit à réserver le pouvoir aux sunnites, lesquels ne représentaient pourtant qu'une minorité face à la majorité chiite et aux Kurdes.

lundimatin#12, <https://lundi.am/Le-piege-Daech>

Pour résumer [la thèse de Jean-Pierre Luizard dans son livre *Le Piège Daech*], on pourrait dire que l'État islamique est le produit du colonialisme européen (franco-anglais), continué sous la forme du maintien sous tutelle de la région par les grandes puissances de la guerre froide, pour finir en apocalypse avec la guerre Iran-Irak, d'abord, les guerres américaines ensuite.

Daech (acronyme de État islamique en Irak et au Levant, en arabe, utilisé par les ennemis de l'État islamique pour dénier sa prétention à la légitimité étatique, précisément) s'appuie sur les populations arabes sunnites. Son « gros coup » a été, après la

Vraiment, n'y a-t-il rien à voir, pas un fil d'explication, entre le crime de MM. Kouachi et les politiques prônées par MM. Bolloré, Arnault, Pinault, Dassault, Mulliez, ... ? Rien à voir entre la poussée de « l'islamisme radical » et le fait que 85 personnes possèdent autant que trois milliards d'autres humains ? Rien à voir entre la poursuite obstinée des politiques néo-libérales et la déshérence de l'école, des systèmes de santé, des quartiers ? Il y a une guerre des riches contre le peuple. Et il faut poser la question inconvenante de savoir si une partie du peuple ne répond pas d'une façon que n'avaient pas prévue les traités révolutionnaires.

Hervé Kempf, journaliste, dans un éditö publié trois jours après les attentats de janvier dernier.



*La rédaction de Polenta ! s'excuse de la qualité médiocre de l'impression de ce feuillet d'urgence.
Notre journal ne bénéficie pas comme l'État d'un droit à un déficit infini... validée par la Commission
européenne qui a accepté le fait que la France ne respecte pas les règles du Pacte de stabilité européen.*

*Ces règles servaient jusqu'alors à justifier la politique d'austérité budgétaire conduite par
François Hollande depuis plusieurs mois. Deux poids, deux mesures.*



CE DOCUMENT EST TÉLÉCHARGEABLE SUR WWW.POLENTA.TOP.
VOUS ÊTES LIBRE DE L'IMPRIMER, LE DIFFUSER, LE COPIER. N'HÉSITEZ PAS !